



05

mars
2019
▲ Niv. 2L'État a
répondu

Grèce

Création de l'alerte : 06 juil. 2018

Le journaliste grec Tony Bosnakoudis détenu lors d'une enquête sur les liens de la police et de la compagnie de bus avec des trafiquants illégaux

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Harcèlement et intimidation de journalistes

AUTEUR : FEJ/FIJ

Le 25 mai 2018, un journaliste grec, Tony Bosnakoudis, membre de l'ESPIT Press Union, a été détenu pendant trois heures et ce jusqu'après minuit, par des policiers du poste de police d'Alexandroupolis appartenant au groupe DIAS. Entre le 30 et le 22 juin, le journaliste aurait été visé à cinq reprises par des policiers locaux qui ont utilisé différents moyens d'intimidation. Le journaliste a été arrêté à l'extérieur de la gare routière d'Evros (KTEL), alors que les policiers avaient vu sa carte de presse délivrée par le syndicat ESPIT et juste après qu'il leur ait indiqué qu'il enquêtait sur des plaintes liées à l'implication de KTEL et des officiers de police dans la traite des étrangers/ migrants sans papiers et arrivant illégalement en Grèce par des réseaux de trafiquants turcs. ESPIT a dénoncé l'arrestation et la détention de son membre "précisant que ce n'est pas la première fois qu'en menant des reportages des collègues ont été attaqués par des forces de l'ordre avec une conduite inappropriée et abus de pouvoir".

MISES À JOUR

05 mars 2019 : Le 6 juillet 2018, la Fédération européenne des journalistes (FEJ), la plus grande organisation de journalistes en Europe, représentant plus de 320 000 journalistes appartenant à 71 organisations de journalistes dans 45 pays, a soumis une alerte à la plateforme du Conseil de l'Europe pour la sécurité et la protection des journalistes concernant la détention et l'intimidation du journaliste grec Tony Bosnakoudis. Le journaliste enquêtait sur les liens qu'entretenait la police et une entreprise avec le trafic illégal d'étrangers/migrants envoyés en Grèce par des réseaux de trafiquants turcs. Au poste de police, les policiers l'ont forcé à effacer la vidéo enregistrée montrant le trafic et l'ont intimidé pour qu'il arrête son enquête. De plus, le journaliste a été poursuivi en justice et comparaitra le 7 mars 2019 devant le

tribunal d'Alexandroupolis. En octobre 2018, les mêmes policiers qui ont intimidé le journaliste ont été arrêtés par les autorités grecques et sont maintenant accusés d'appartenir à un réseau de trafiquants.

- ➔ Article publié par Keep Talking Greece : "Two policemen arrested for being involved in migrants' trafficking ring"
- ➔ Article publié par la webradio Faros : "Greek journalist files lawsuit against Police"

INFORMATIONS ADDITIONNELLES



- ➔ Article publié sur le site de Faros radio : "Greek journalist arrested"
- ➔ Communiqué de l'Union des journalistes de la presse périodique et électronique (ESPIT): ""καταγγελλουμε νεο κρουσμα παρεμποδιση δημοσιογραφικησ λειτουργιασ απο αστυνομικουσ κατα δημοσιογραφου"

RÉPONSES DE L'ÉTAT



20 juil. 2018 | Réponse des autorités grecques

- ➔ Lettre de la Représentation Permanente de Grèce auprès du Conseil de l'Europe